

# Le financement des BASM

BOMB, FRAG.  
BLU-97 A/B  
809420-30  
LOT-HWK88C104-005

**HANDICAP  
INTERNATIONAL**

Conférence de presse – mercredi 25 mai 2011

# Sommaire

---

**A /** Introduction – le rapport

**B /** Pour mémoire – la loi luxembourgeoise

**C /** Tour d’horizon des initiatives positives

**D /** Etat des lieux mines et BASM

**E /** Conclusion

**F /** Questions / réponses

# Introduction

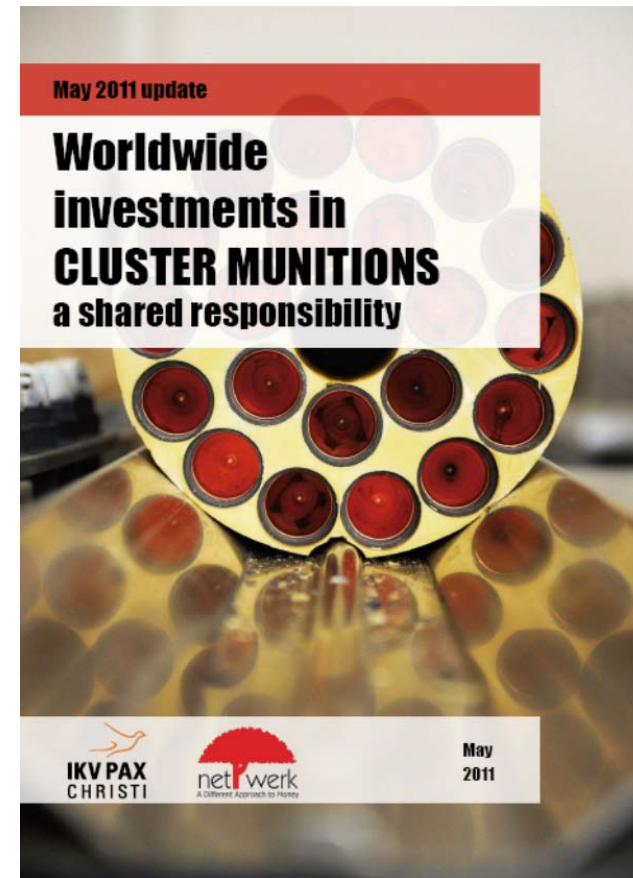
**HANDICAP  
INTERNATIONAL**

Conférence de presse – mercredi 25 mai 2011

# Introduction

**IKV Pax Christi** (Pays-Bas) et **Netwerk Vlaanderen** (Belgique) sont deux associations membres de la Coalition contre les sous-munitions (CMC) qui regroupe 350 organisations, dont **Handicap International**.

En octobre 2009, ces deux organisations ont publié un premier rapport « *Worldwide investments in cluster munitions: a shared responsibility* », mis à jour une première fois en avril 2010 et une seconde fois aujourd'hui (mai 2011).



**HANDICAP  
INTERNATIONAL**

Conférence de presse – mercredi 25 mai 2011

# Introduction

---

Ce rapport met en lumière **les bonnes initiatives d'institutions financières** et de gouvernements en matière de financement des armes à sous-munitions.

A l'inverse, il cite aussi **certaines institutions** qui continuent d'investir dans les sous-munitions ou dont les politiques de désinvestissement restent floues ou tardent à être mises en œuvre.

L'objectif de ce rapport reste le même depuis la première édition. Il est partagé par la grande majorité des membres de la CMC : **faire cesser définitivement les investissements dans l'industrie des sous-munitions pour stopper la production.**

# Introduction

## Producteurs

---

**8 producteurs sont listés dans ce rapport mis à jour (red flag list) :**

- Alliant Techsystems (US)
- Hanwha (South Korea)
- Lockheed Martin (US)
- Norinco (China) **NOUVEAU**
- Poongsan (South Korea)
- Singapore Technologies
- Engineering (Singapore)
- Splav (Russia) **NOUVEAU**
- Textron (US)

**L'analyse globale  
a identifié plus de  
70 producteurs**

# Introduction

« Mauvais élèves » - Hall of Shame

---

**166 institutions financières ont investi près de 39 milliards de dollars dans ces 8 producteurs depuis mai 2008 :**

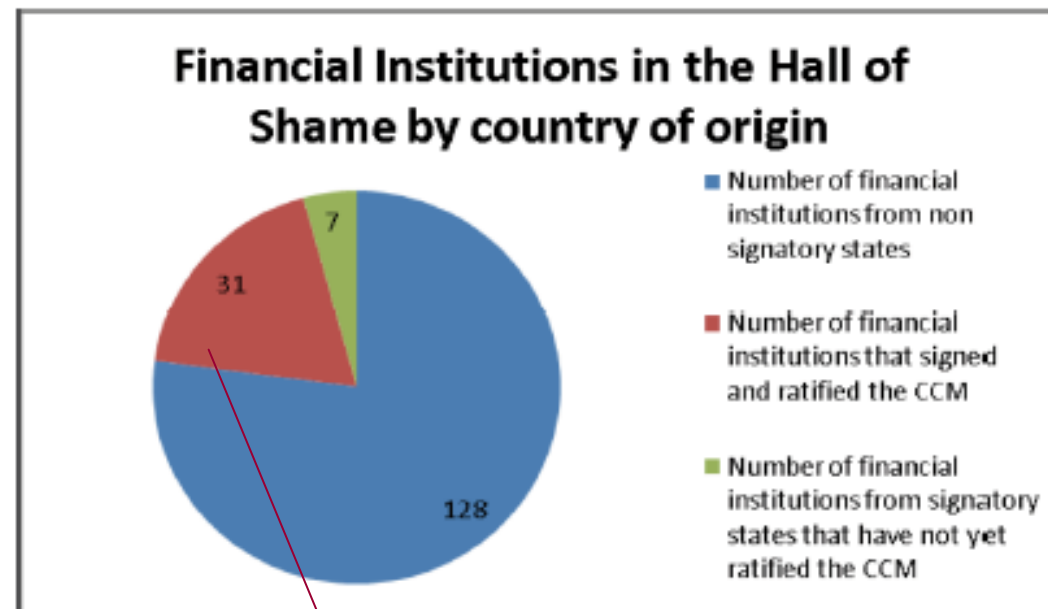
- 1,5 milliards \$ de prêt
- 6,2 milliards \$ de services bancaires
- 30,9 milliards de \$ en actions et obligations possédées ou gérées pour compte de tiers

**Pour cette mise à jour, 51 institutions sont sorties du Hall of Shame** (en-dessous des seuils d'analyse, politique de désinvestissement nouvelle ou renforcée, impact L-3) **et 71 institutions ont été ajoutées** (notamment par un accès plus facile aux données financières).

# Introduction

« Mauvais élèves » - Hall of Shame

Country of origin of FIs listed in the Hall of Shame	Number of FIs per country
Australia	2
Canada	3
China	21
France	5
Germany	5
Italy	2
Japan	5
Russia	1
Singapore	3
South Korea	26
Switzerland	2
Taiwan	4
The Netherlands	2
United Kingdom	12
United States	73
Total	166



Peu de pays signataires ont également interdit le financement.

**HANDICAP  
INTERNATIONAL**

Conférence de presse – mercredi 25 mai 2011

# Introduction

« Bons élèves » - Hall of Fame

---

**2 nouvelles institutions financières ont rejoint les 21 autres déjà présentes dans le Hall of Fame (bons élèves) :**

- 5 fonds de pension publics
- 15 institutions privées
- 3 banques éthiques

Country of origin of FIs listed in the Hall of Fame	Number of FIs per country
Belgium	1
Denmark	1
Ireland	1
Italy	1
New Zealand	1
Norway	4
Sweden	4
The Netherlands	10
Total	23

# Introduction

« Peut mieux faire » - Runners up

---

**24 institutions financières ont fait preuve d'avancées en la matière (runners-up), mais leurs démarches souffrent toujours de défauts majeurs, comme par exemple :**

- limitation à leurs propres investissements et non pas à ceux gérés pour le compte de clients
- exception des fonds indexés

# Introduction

## Pays

---

**23 pays sont officiellement engagés contre le financement des sous-munitions, de manière plus ou moins stricte :**

- 4 pays ont réalisé des lois d'interdiction de financement : Irlande, Belgique, Luxembourg, Nouvelle Zélande
- 14 pays considèrent que l'interdiction de financement fait partie intégrante du Traité d'Oslo contre les sous-munitions (« assister »)
- 5 pays connaissent actuellement des initiatives parlementaires pour interdire le financement : All., Italie, Pays-Bas, Norvège & Suisse.

**Depuis l'impression du rapport, 2 pays se sont ajoutés à la liste de ceux qui considèrent que l'interdiction du financement fait partie du Traité d'Oslo (Cameroun & Hongrie), portant à 25 le nombre de pays officiellement engagés.**

# Introduction

---

## Le Luxembourg dans le rapport

- **aucune institution financière** citée dans le rapport n'a son siège à Luxembourg (rappel : seuils appliqués).
- par contre, **un grand nombre d'entre elles**, qu'elles soient dans les « bons » ou les « mauvais » élèves, **ont des filiales actives** à Luxembourg.
- en outre, **la loi luxembourgeoise est citée** et analysée dans le rapport : les auteurs mettent en avant **le manque de précisions** quant à l'application de la loi tout **en félicitant le Luxembourg** pour son engagement en la matière et **en invitant le gouvernement à aller plus loin** dans la mise en œuvre des obligations de la loi.

[www.stopexplosiveinvestments.org/report](http://www.stopexplosiveinvestments.org/report)

**HANDICAP  
INTERNATIONAL**

Conférence de presse – mercredi 25 mai 2011

# Pour mémoire

**HANDICAP  
INTERNATIONAL**

Conférence de presse – mercredi 25 mai 2011

# Pour mémoire

---

**Août 2006** : Question parlementaire de Ben Fayot sur la position du Gouvernement quant à l'usage des sous-munitions au Liban.

**Octobre 2006** : Motion parlementaire déposée par Charles Goerens invitant le Gouvernement à participer au mouvement international d'interdiction et à élaborer un projet de loi national d'interdiction.



**Novembre 2007** : Adoption du 1er projet de loi par le Conseil de Gouvernement. Pour la première fois, le texte précise l'interdiction de « financer, directement ou indirectement » des armes à sous-munitions.

**Juin 2008** : La loi nationale luxembourgeoise est mise en attente au profit du Processus d'Oslo visant à aboutir à un accord international d'interdiction pour la fin de l'année 2008. Le Gouvernement s'engage à ajouter l'interdiction de financement à son acte de ratification si cette dernière ne figure pas dans les obligations de la convention.

**HANDICAP  
INTERNATIONAL**

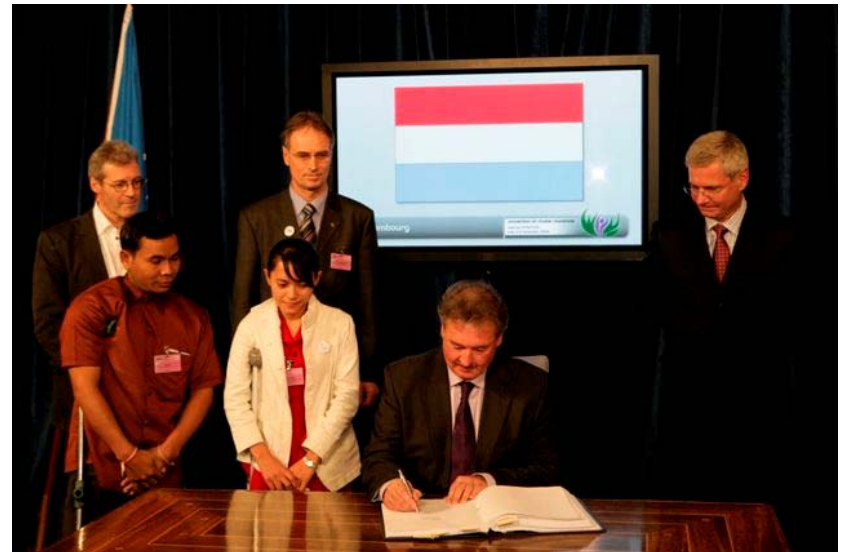
**Conférence de presse – mercredi 25 mai 2011**

# Pour mémoire

**Juin 2008** : Avis de l'ABBL et l'ALFI sur le projet de loi N°5821 préconisant la rédaction de l'interdiction comme suit : « *Il est interdit à toute personne physique ou morale de mettre au point, de fabriquer, d'assembler des pièces préfabriquées en arme complète, de transformer, de réparer, d'acquérir, d'utiliser, de détenir, de transporter, de stocker ou de conserver, de vendre ou de transférer, de financer, en connaissance de cause, à qui que ce soit des armes à sous-munitions ou des sous-munitions* ».

**3 décembre 2008** : Signature du Traité à Oslo par Monsieur Jean Asselborn.

**Décembre 2008** : Nouveau (deuxième) projet de loi précisant :  
« *Art. 3. Il est interdit à toute personne physique ou morale de financer, en connaissance de cause, des armes à sous-munitions ou des sous-munitions explosives.* »



**HANDICAP  
INTERNATIONAL**

**Conférence de presse – mercredi 25 mai 2011**

# Pour mémoire

**Mai 2009** : Les députés votent à l'unanimité le projet de loi de ratification de la Convention sur les armes à sous-munitions.

**Juin 2009** : La loi est promulguée au Mémorial luxembourgeois.

**Juillet 2009** : La loi est déposée aux Nations Unies, faisant du Luxembourg le 13ème pays à ratifier la Convention.

**Février 2010** : Les trente ratifications sont atteintes.

**1er août 2010** : Entrée en vigueur de la Convention sur les armes à sous-munitions.

**Mi-août 2010** : Polémique autour des investissements du Fonds de Compensation de la Séc. Soc. dans des entreprises productrices de BASM.



**HANDICAP  
INTERNATIONAL**

**Conférence de presse – mercredi 25 mai 2011**

# Pour mémoire

**29 octobre 2010** : Réunion HI avec ABBL, ALFI, CSSF, MAE, MinFin, Min Just, IRE – les modalités de la loi restent à préciser.

**9 novembre 2010** : Durant la 1ère Conférence des Etats Parties au Traité d'Oslo au Laos, Jean Asselborn insiste sur l'interdiction du financement. En parallèle, il annonce à la presse l'éventualité de créer un comité éthique chargé de contrôler les investissements publics luxembourgeois en matière de sous-munitions.



**Décembre 2010** : Etika et d'autres ONG luxembourgeoises demandent à voir le Ministre pour profiter de l'annonce du comité éthique pour l'élargir à d'autres secteurs (environnement, droits de l'homme, travail des enfants...).

**HANDICAP  
INTERNATIONAL**

**Conférence de presse – mercredi 25 mai 2011**

# Pour mémoire

---

**Février 2011** : Le MAE reçoit Etika et insiste pour ne travailler que sur les BASM et demande expressément que Handicap International participe. Handicap s'associe à Etika et d'autres ONG pour la projection du film « Moi, la finance et le développement durable ».

**Mai 2011** : Mise à jour du rapport de Netwerk Vlaanderen et Pax Christi sur les investissements dans les armes à sous-munitions.

**HANDICAP  
INTERNATIONAL**

Conférence de presse – mercredi 25 mai 2011

# Initiatives positives

**HANDICAP  
INTERNATIONAL**

Conférence de presse – mercredi 25 mai 2011

# Initiatives positives

---

**Ces derniers mois**, on a assisté à une accélération des initiatives positives en matière de désinvestissement des armes à sous-munitions, tant de la part des Etats que des institutions financières :

**Mai 2011 – Australie** : le fonds de pension souverain se retire de participations dans des producteurs.

**Avril 2011 – Canada** : la Caisse de dépôt et placement du Québec revoit ses règles en matière d'investissement responsable en choisissant d'exclure les entreprises fabriquant des mines antipersonnel et des armes à sous-munitions de son portefeuille.

**Mars 2011 - Pays-Bas** : Le Sénat hollandais valide la motion déjà approuvée par le Parlement d'interdire les financements dans les BASM.

# Initiatives positives

---

**Janvier 2011 – Europe** : Allianz Global Investors s'interdit d'investir dans les BASM et les mines antipersonnel.

**Décembre 2010 – Luxembourg** : Arendt & Medernach publie un avis légal invitant les investisseurs « à évaluer avec attention si leurs investissements actuels et futurs pourraient tomber sous le coup de la loi ».

**Novembre 2010 – Suisse** : le Crédit Suisse annonce sa politique envers les mines et les sous-munitions.

**Août 2010 – Suisse** : UBS Global Asset Management publie sa politique de non-investissement dans les entreprises associées aux mines et aux sous-munitions.

[www.sousmunitions.lu/stop-au-financement/initiatives-positives/](http://www.sousmunitions.lu/stop-au-financement/initiatives-positives/)

**HANDICAP  
INTERNATIONAL**

Conférence de presse – mercredi 25 mai 2011

# Etat des lieux

**HANDICAP  
INTERNATIONAL**

Conférence de presse – mercredi 25 mai 2011

# Etat des lieux

---

**39 pays et territoires affectés par la présence de sous-munitions non-explosées en 2011.**

**19 Etats ont utilisé des bombes à sous-munitions depuis 1965** (Etats-Unis, France, Israël, Royaume-Uni, Russie...). **En 2011, des bombes à sous-munitions ont encore été utilisées au Cambodge et en Libye.** Utilisation également par des groupes armés non étatiques.

**34 Etats ont produit** des bombes à sous-munitions depuis les années 50, dont **17 sont suspectés d'en avoir encore produit en 2010.**

# Etat des lieux

---

**Au moins 17 Etats** ont exporté ou transféré des bombes à sous-munitions vers au moins 60 Etats depuis les années 50.

**72 Etats stockent plusieurs milliards** de sous-munitions.

A titre indicatif, l'Allemagne, les Pays-Bas et le Royaume-Uni, membres du Traité d'Oslo, sont engagés dans un processus de destruction **de plus de 115 millions de sous-munitions**.

**440 millions de sous-munitions** auraient été déversées depuis 1965, et entre **20 et 130 millions d'entre elles n'auraient pas explosé**.

**100.000 victimes** estimées, **98% d'entre elles** sont des civils.

**HANDICAP  
INTERNATIONAL**

Conférence de presse – mercredi 25 mai 2011

# Etat des lieux

---

**108 Etats signataires** du Traité d'Oslo, dont **la moitié** ont d'ores et déjà ratifié.

**87 Etats non-signataires** : Algérie, Andorre, Arabie Saoudite, Argentine, Arménie, Azerbaïdjan, Bahamas, Bahreïn, Bangladesh, Barbade, Bélarus, Belize, Bhoutan, **Brésil**, Brunei, **Cambodge**, **Chine**, **Corée du Nord**, **Corée du Sud**, **Cuba**, Dominique, Egypte, Emirats arabes unis, Erythrée, Estonie, **Etats-Unis d'Amérique**, Ethiopie, **Finlande**, Gabon, Géorgie, **Grèce**, Grenade, Guinée équatoriale, Guyana, Iles Marshall, Iles Salomon, **Inde**, Iran, **Israël**, Jordanie, Kazakhstan, Kirghizistan, Kiribati, Koweït, Lettonie, **Libye**, Malaisie, Maldives, Maroc, Maurice, Micronésie, Mongolie, Myanmar (Birmanie), Népal, Nioué, Oman, Ouzbékistan, Pakistan, Papouasie-Nouvelle-Guinée, **Pologne**, Qatar, **Roumanie**, Russie, Sainte-Lucie, Saint-Kitts-et-Nevis, Serbie, Singapour, Slovaquie, Soudan, Sri Lanka, Suriname, Swaziland, Syrie, Tadjikistan, **Thaïlande**, Timor oriental, Tonga, Trinité-et-Tobago, Turkménistan, Turquie, Tuvalu, Ukraine, Vanuatu, Venezuela, **Vietnam**, Yémen, Zimbabwe.

# Etat des lieux

---

## **Cambodge – Utilisation février 2011**

La Coalition contre les sous-munitions (CMC) a annoncé début avril que l'utilisation de sous-munitions par la Thaïlande, lors du dernier conflit de territoire avec le Cambodge, était avérée. L'ambassadeur de Thaïlande auprès des Nations unies à Genève a en effet reconnu l'utilisation de ces armes, près du temple de Preah Vihear, "pour se défendre" contre une agression de son voisin, entre le 4 et le 7 février 2011.

C'est la première utilisation de sous-munitions avérée depuis la signature du Traité d'Oslo contre ces armes en décembre 2008.

Ni la Thaïlande ni le Cambodge ne sont Etats parties au Traité d'Oslo interdisant l'utilisation, la production, le commerce et le stockage des bombes à sous-munitions.

# Etat des lieux

---

## Libye – Utilisation Avril 2011

Membre de la Coalition contre les sous-munitions (CMC), Human Rights Watch a révélé vendredi 15 avril que les forces de Kadhafi ont utilisé des armes à sous-munitions à Misrata, en Libye.

Human Rights Watch a indiqué que les sous-munitions utilisées à Misrata sont des mortiers MAT-120 de 120mm produits par l'Espagne. Des inscriptions vues sur un vestige de sous-munition indiquent qu'elles ont été produites en 2007. La Libye a déjà utilisé des armes à sous-munitions au Tchad durant le conflit de 1986-1987, mais nous avons peu d'informations sur la composition exactes de leurs stocks. La Libye n'a pas encore adhéré à la Convention de 2008 sur les armes à sous-munitions. La Coalition contre les sous-munitions est préoccupée par la présence de dangereux stocks d'armes en Libye et du risque de leur prolifération dans la région.

# Conclusion

questions / réponses

**HANDICAP  
INTERNATIONAL**

Conférence de presse – mercredi 25 mai 2011

# Merci de votre attention

Plus d'infos sur : [www.sousmunitions.lu](http://www.sousmunitions.lu)

Contact : Jérôme Bobin / [jbobin@handicap-international.lu](mailto:jbobin@handicap-international.lu)

**HANDICAP  
INTERNATIONAL**

Conférence de presse – mercredi 25 mai 2011